

**D'un côté la pauvreté galope de l'autre la bourse flambe : Le CAC 40 est en train de boucler son meilleur mois depuis 30 ans, alors que le pouvoir d'achat des français est en train de fondre comme neige au soleil. Il est temps de répondre à leurs attentes.**

## EDUCATION

**Enseignants et élèves du bassin de Privas n'ont pas été épargnés par la crise. Valérie Benmimoune, secrétaire départementale de la FSU répond à nos questions.**

**Valérie, quelle était la situation à la rentrée?**  
Nous ne reviendrons pas sur les difficultés aiguës de l'année dernière, le confinement, la réouverture au mois de mai, les multiples ordres et contrordres qui ont généré et créent encore tant de désordre.

A cette rentrée nous étions bien sûr soulagé-e-s de retrouver tou-te-s nos élèves dans les classes. Heureux-ses malgré tout de retrouver un sentiment de normalité, même si les masques constituent une barrière indéniable à la communication, ils sont malgré tout la seule protection pour les personnels



**Comment avez-vous retrouvé les élèves après cette longue interruption de présence ?**

Nous avons donc retrouvé le sentiment d'être utiles pour tou-te-s, même si les effectifs des classes sont chargés et qu'il y a tant à faire, à rattraper, à rassurer, à remettre au travail.

On peut considérer qu'une partie non négligeable de nos élèves a été déscolarisée pendant presque six mois.

**Comment vivez-vous le protocole sanitaire ?**

Sur les protocoles sanitaires, l'absence totale de cadrage cohérent met tout le monde en difficulté, il faut toujours s'adapter à de nouvelles consignes, susceptibles de changer trois fois et de se révéler inapplicables ou contre-productives à l'usage. Les nettoyages renforcés obligent les personnels à travailler en courant : combien de temps ces cadences infernales pourront-elles être maintenues ?

**Comment éviter le fameux « brassage » ?**

Les sens de circulation sont des casse-têtes qui semblent dérisoires quand on voit les attroupements aux entrées et sorties et surtout à la cantine...

**Et les cours de récréation ?**

Le zonage des cours de récréation par niveau met la pression sur les personnels qui doivent le faire appliquer et créent des situations ubuesques, à Privas comme ailleurs. Maintenir les élèves dans leurs classes pendant la récréation, comme cela a été tenté à Annonay par exemple, relève de la maltraitance. Interdire les bancs à l'extérieur, comme au Pouzin, sous prétexte que les élèves y seraient trop proches discrédite les autres mesures vraiment utiles aux yeux des élèves, lassé-e-s de se voir sans cesse rabroué-e-s.

**Alors quelles seraient les mesures à prendre pour faciliter la tâche des enseignants ?**

Il faudrait qu'on nous laisse le temps de nous organiser collectivement et que la parole de tous les personnels, des élèves et des parents puisse être prise en compte, de manière objective et apaisée, afin que les mesures les plus efficaces puissent être mises en œuvre. Nous avons besoin de moyens, de personnels en plus, ne serait-ce que pour remplacer les malades ou les cas contacts... L'école a besoin de sécurité, pour tout le monde, mais aussi de cohérence et de sérénité.

## EMPLOI

**On fait le point, avec Alexandre de Ochandiano, responsable départemental de la CGT**

**Au niveau des entreprises ?**

Officiellement on nous dit que la situation n'est pas alarmante, mais qu'en est-il ? Les grosses entreprises vont bien, le CAC 40 en témoigne. Mais les petites et moyennes entreprises, ce n'est pas pareil. Par exemple, Calcia (Cruas) seule entreprise de ciment blanc en France avec Lafarge au Teil, va fermer. 60 salarié-e-s vont se retrouver au chômage. La France va devoir importer pour ses besoins du ciment d'un concurrent Turc. C'est du gâchis humain, écologique et économique. L'objectif est bien d'empêcher cette fermeture d'une production française de qualité supérieure.

**Les petits commerces, artisans, bars, restaurants... ?**

Ce sont bien ceux qui risquent de payer le prix fort sur le bassin de Privas comme ailleurs. Les banques devraient accorder des prêts garantis par l'état, et les assurances baisser leur frais.

**Pour les auto entrepreneurs ?**

Le gouvernement a vanté leurs mérites et encouragé leur mise en place. Leur « liberté » leur coûte très cher ! Sans statut social, sans droits collectifs ils ne bénéficient de rien ! On risque de les retrouver à la porte du SPF pour l'aide alimentaire. Il faudrait qu'ils bénéficient du statut salariés pour leur protection.

**Au niveau de la fonction publique territoriale ?**

Pas d'emplois créés au contraire le télétravail est encouragé elle incite à la rupture conventionnelle d'emploi ce qui équivaut à des démissions et perte du statut. (Résultat de la loi Dussopt).

Le télétravail qui s'est développé, a bénéficié surtout aux entreprises. Mais celles-ci devraient fournir le matériel nécessaire et compenser les charges induites avec un statut national.

**Des entreprises ont bénéficié du plan de relance mais ensuite ?**

Il ne s'agit pas que ce soit la fermeture. Car une vague de licenciements commence à déferler et à laquelle risquent de s'ajouter les faillites de très petites entreprises, de commerçants et artisans. Le gouvernement débloque des moyens financiers mais il faudrait qu'ils soient à la hauteur de la situation.

**Le gouvernement, en pleine crise sanitaire vient de mettre en priorité la réforme des retraites ?**

C'est une réforme qui détruit notre protection sociale, pourtant c'est cette protection qui a permis de faire face à la crise actuelle ! Le retrait de cette réforme doit être l'objectif des salariés sinon ce sont eux qui vont payer la note !

**Les mesures imposées par la crise sanitaire servent bien le système ?**

A cause du virus, il est impossible d'accompagner les salariés, plus de contacts, difficulté pour l'information, l'action, la mobilisation.